



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**F** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2014





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dettes financières de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -84,71 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2014 s'élève à -84,71 Md€ contre -86,13 Md€ à fin octobre 2013 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la baisse des dépenses (-4,51 Md€)

compensée par la baisse des recettes (-3,61 Md€) et par une légère amélioration du solde des comptes spéciaux (+0,52 Md€).

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 255,52 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 15,89 Md€ dont 15,83 Md€ dédiés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » au titre de l'abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » ;

✓ **Enseignement scolaire** : 5,37 Md€ imputables principalement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés (4,10 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 3,58 Md€ dont 1,71 Md€ pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 1,28 Md€ pour le programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,31 Md€ dont 1,48 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,53 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,80 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,67 Md€ ;

✓ Mission **Gestion des finances publiques et des ressources humaines** : 0,91 Md€ dont 0,66 Md€ au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local ».

Les dépenses nettes à fin octobre 2014 s'élèvent à 255,52 Md€ contre 260,03 Md€ à fin octobre 2013 à périmètre constant. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement (-5,41 Md€ notamment dus à l'opération exceptionnelle en 2013 d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement et à la baisse, cette année, de la

dotation au Mécanisme européen de stabilité) et des charges de la dette de l'Etat (-2,05 Md€) mais compensée partiellement par les hausses des dépenses d'investissement et d'opérations financières (respectivement +1,23 Md€ et +2,09 Md€ notamment dus aux nouvelles dépenses d'investissement d'avenir).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 175,26 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

TVA : 12,37 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 5,07 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,65 Md€ dont 0,83 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,23 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,50 Md€.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 225,90 Md€

Elles s'élevaient à 232,40 Md€ à périmètre constant à fin octobre 2013, soit une baisse de 6,50 Md€. Cet écart s'explique particulièrement par la diminution des recettes nettes d'IS (-11,66 Md€) en raison des effets conjugués de la baisse des recettes brutes et

de la hausse des remboursements et dégrèvements. Néanmoins, les recettes nettes d'IR et de TVA sont en hausse, respectivement de 3,71 Md€ et de 2,44 Md€.

### Recettes non fiscales : 9,01 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2014 s'élèvent à 9,01 Md€ contre 9,07 Md€ à fin octobre 2013 à périmètre constant. La baisse des dividendes et recettes assimilées (notamment des dividendes Banque de France) est compensée par

l'augmentation des recettes diverses (particulièrement l'encaissement en 2014 de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations) et des produits du domaine de l'Etat.

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -62,35 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -62,35 Md€ à fin octobre 2014 contre -65,62 Md€ à fin octobre 2013. Cette variation s'explique par les baisses, par rapport à l'an passé, des

prélèvements au profit de l'Union européenne pour 2,55 Md€ et de ceux au profit des collectivités territoriales pour 0,72 Md€.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4,45 Md€

### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,73 Md€ et des recettes pour 32,36 Md€ (notamment dus à l'échéance de taxes foncières au 15 octobre ainsi qu'à la comptabilisation du dégrèvement barémique de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises). Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 16,32 Md€ dus, essentiellement, au paiement des intérêts des OAT à taux fixe et des recettes pour 16,17 Md€ (principalement au titre de l'abondement du budget général). Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services**

**publics** » affiche des dépenses pour 3,24 Md€ correspondant aux avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des dépenses afférentes au désendettement de l'Etat ou d'établissement publics de l'Etat pour 1,50 Md€ (cf. focus sur l'actualité). Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » affiche 1,20 Md€ de dépenses correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 1,12 Md€ de recettes de TVA affectées aux organismes sociaux.

Au 31 octobre 2014, le solde des comptes spéciaux s'établit à -4,45 Md€ contre -4,97 Md€ en octobre 2013.

## Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 1 523,59 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 112,98 Md€) et les BTF (émissions nettes de

12,89 Md€). Le montant des BTAN a diminué de 64,39 Md€ au cours de l'exercice.



### ☞ Le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat »

Créé par la loi de finances pour 2006, le compte d'affectation spéciale « **Participations financières de l'Etat** » retrace les opérations patrimoniales liées à la gestion des participations financières de l'Etat.

Sont comptabilisés en recettes :

- tout produit des cessions par l'Etat de titres, parts ou droits de sociétés qu'il détient directement. A fin octobre 2014, il s'agit essentiellement de la vente de titres GDF Suez pour 1,51 Md€ ;
- les produits des cessions de titres, parts ou droits de sociétés détenus indirectement par l'Etat qui lui sont reversés ;
- les versements de dotation en capital, les produits de réduction de capital ou de liquidation ;
- les remboursements des avances d'actionnaires et créances assimilées ;
- les remboursements de créances résultant d'autres interventions financières de nature patrimoniale de l'Etat ;
- les versements du budget général. A fin octobre, le seul versement constaté correspond à la dernière tranche de la dotation au Mécanisme européen de stabilité pour un montant de 3,26 Md€.

En dépenses, le compte se compose de deux programmes :

- le programme « **Opérations en capital intéressant les participations financières de l'Etat** » dont la finalité est de contribuer à la meilleure valorisation possible des participations financières de l'Etat. Ces dernières peuvent être définies comme les droits que détient l'Etat sur d'autres entités, matérialisés ou non par des titres, qui créent un lien durable avec celles-ci et comportent une contrepartie figurant au bilan de l'Etat.

Ainsi le programme comprend cinq actions :

- augmentations de capital, dotations en fonds propres, avances d'actionnaire et prêts assimilés : cette

action est utilisée notamment dans les cas de recapitalisation ou de réalisation d'un apport ;

- achats ou souscriptions de titres, parts ou droits de société : elle concerne notamment, les opérations ayant pour but de restructurer une entreprise ;

- autres investissements financiers de nature patrimonial : il s'agit essentiellement de versements à différents fonds de capital risque, dans lesquels l'Etat a souscrit ;

- prestations de services : commissions bancaires, frais juridiques et frais liés aux opérations de gestion des participations financières ;

- versements au profit du Mécanisme européen de stabilité (MES).

Au 31 octobre 2014, les dépenses enregistrées sur ce programme s'élèvent à 3,67 Md€ (dont 3,26 Md€ de versements au MES).

- le programme « **Désendettement de l'Etat et d'établissements publics de l'Etat** » retrace les opérations de gestion de passif conduites par l'Etat dans la perspective de restructuration de son portefeuille, l'amélioration de son bilan et, par conséquent, de sa situation patrimoniale.

Les produits de cessions de participations peuvent être affectés au désendettement de l'Etat, dans la perspective de la restructuration de son propre bilan, via la Caisse de la dette publique (CDP).

Au 31 octobre 2014, le programme affiche une exécution de 1,50 Md€ correspondant à des versements à la CDP. Ces dépenses sont conformes à la prévision de la loi de finances initiale.

Au total, le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » présente, à fin octobre 2014, 4,99 Md€ de recettes et 5,17 Md€ de dépenses.



	Mois	Cumul à fin octobre		Renvoi Page	
	Octobre	2014	2013 retraité 2013 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-4 212	-84 710	-86 132	-86 048	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	34 546	255 523	260 029	259 902	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	11 525	175 263	178 868	178 826	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 070	61 701	57 990	57 990	
- IS *	-539	22 309	33 967	33 967	
- TVA	12 374	114 738	112 303	112 267	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	18 809	-4 450	-4 971	-4 971	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-639	92 899			18
Dettes financières de l'Etat	-9 268	1 523 592			19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	990	991	991
Dépenses de personnel	9 753	100 453	100 416	100 567
Dépenses de fonctionnement	4 234	43 453	48 861	48 632
Charges de la dette de l'Etat	15 832	42 498	44 545	44 545
Dépenses d'investissement	1 256	9 912	8 679	8 679
Dépenses d'intervention	3 444	54 781	55 195	55 147
Dépenses d'opérations financières	27	3 435	1 341	1 341
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>34 546</b>	<b>255 523</b>	<b>260 029</b>	<b>259 902</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	15 457	225 899	232 398	232 356
Recettes non fiscales	915	9 007	9 069	9 069
Prélèvements sur recettes	-5 341	-62 349	-65 617	-65 618
Fonds de concours	494	2 706	3 018	3 018
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>11 525</b>	<b>175 263</b>	<b>178 868</b>	<b>178 826</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>16 866</b>	<b>237 612</b>	<b>244 485</b>	<b>244 443</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-23 021</b>	<b>-80 260</b>	<b>-81 161</b>	<b>-81 077</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 965	1 754	2 682	2 682
Solde des comptes de concours financiers	21 029	-6 420	-7 580	-7 580
Solde des comptes de commerce	-258	137	-108	-108
Solde des comptes d'opérations monétaires	3	-116	-108	-108
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>18 809</b>	<b>-4 450</b>	<b>-4 971</b>	<b>-4 971</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-4 212</b>	<b>-84 710</b>	<b>-86 132</b>	<b>-86 048</b>





	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 753</b>	<b>100 453</b>	<b>100 416</b>	<b>100 567</b>
Rémunérations d'activité	5 550	57 287	57 219	57 283
Cotisations et contributions sociales	4 125	42 511	42 534	42 621
Prestations sociales et allocations diverses	79	656	663	663
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>24 792</b>	<b>155 070</b>	<b>159 613</b>	<b>159 335</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>991</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>4 234</b>	<b>43 453</b>	<b>48 861</b>	<b>48 632</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 045	20 287	25 288	25 087
Subventions pour charges de service public	2 189	23 167	23 574	23 545
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>15 832</b>	<b>42 498</b>	<b>44 545</b>	<b>44 545</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	15 832	42 498	44 545	44 545
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>1 256</b>	<b>9 912</b>	<b>8 679</b>	<b>8 679</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	989	8 677	7 370	7 370
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	267	1 235	1 309	1 309
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>3 444</b>	<b>54 781</b>	<b>55 195</b>	<b>55 147</b>
Transferts aux ménages	602	22 004	22 286	22 245
Transferts aux entreprises	836	8 775	8 860	8 876
Transferts aux collectivités territoriales	525	5 051	6 392	6 395
Transferts aux autres collectivités	1 472	18 936	17 655	17 628
Appels en garantie	8	15	3	3
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>27</b>	<b>3 435</b>	<b>1 341</b>	<b>1 341</b>
Prêts et avances	2	8	219	219
Dotations en fonds propres	23	3 469	502	502
Dépenses de participations financières	2	-42	620	620
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>34 546</b>	<b>255 523</b>	<b>260 029</b>	<b>259 902</b>



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2014		Cumul à fin octobre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>121</b>	<b>170</b>	<b>2 172</b>	<b>2 103</b>	<b>2 421</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	85	82	1 214	1 189	1 502
Diplomatie culturelle et d'influence	13	63	646	607	616
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	25	312	307	303
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>276</b>	<b>232</b>	<b>2 370</b>	<b>2 144</b>	<b>2 140</b>
Administration territoriale	147	146	1 434	1 394	1 414
Vie politique, culturelle et associative	74	28	239	189	148
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	56	58	696	562	579
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>132</b>	<b>255</b>	<b>2 559</b>	<b>2 619</b>	<b>2 741</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	24	150	1 236	1 399	1 509
Forêt	2	3	292	249	234
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	40	37	400	382	403
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	65	64	631	588	595
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>91</b>	<b>72</b>	<b>1 903</b>	<b>2 204</b>	<b>2 375</b>
Aide économique et financière au développement	6	32	481	854	890
Solidarité à l'égard des pays en développement	84	40	1 422	1 350	1 485
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>45</b>	<b>64</b>	<b>2 331</b>	<b>2 305</b>	<b>2 371</b>
Liens entre la Nation et son armée	10	9	93	92	88
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	35	48	2 147	2 129	2 201
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	7	91	84	82
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>49</b>	<b>52</b>	<b>500</b>	<b>504</b>	<b>499</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	32	33	291	297	291
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	170	168	169
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>150</b>	<b>229</b>	<b>2 170</b>	<b>2 036</b>	<b>2 094</b>
Patrimoines	40	48	607	528	603
Création	30	73	671	649	620
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	80	108	891	859	871
<b>DEFENSE</b>	<b>3 397</b>	<b>3 581</b>	<b>33 703</b>	<b>34 757</b>	<b>33 611</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	244	206	1 495	1 545	1 534
Préparation et emploi des forces	1 752	1 706	19 263	19 545	20 048
Soutien de la politique de la défense	246	260	2 428	2 540	2 352
Equipement des forces	1 022	1 277	8 767	9 376	9 676
Excellence technologique des industries de défense (1)	132	132	1 750	1 750	0
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>103</b>	<b>112</b>	<b>880</b>	<b>873</b>	<b>902</b>
Coordination du travail gouvernemental	34	40	369	370	391
Protection des droits et libertés	8	8	71	67	65
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	62	63	440	435	447
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (1)	0	0	0	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES (3)</b>	<b>480</b>	<b>761</b>	<b>7 907</b>	<b>7 611</b>	<b>8 525</b>
Infrastructures et services de transports	130	390	3 733	3 738	4 146
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	6	14	155	134	128
Météorologie	46	46	199	199	211
Paysages, eau et biodiversité	8	10	194	206	200
Information géographique et cartographique	24	24	95	95	94
Prévention des risques	14	14	171	159	153
Energie, climat et après-mines	2	5	429	420	609
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables (3)	250	258	3 152	2 880	2 984
Innovation pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	-170	-170	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (1)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (1)	0	0	-50	-50	0



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2014		Cumul à fin octobre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>116</b>	<b>132</b>	<b>1 532</b>	<b>1 319</b>	<b>1 292</b>
Développement des entreprises et du tourisme	63	76	677	769	765
Statistiques et études économiques	37	41	387	383	388
Stratégie économique et fiscale	15	15	139	137	139
Projets industriels (1)	0	0	60	60	0
Innovation (1)	0	0	270	-30	0
Economie numérique (1)	0	0	0	0	0
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE</b>	<b>117</b>	<b>233</b>	<b>6 633</b>	<b>6 688</b>	<b>6 550</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	72	118	1 218	1 100	1 035
Aide à l'accès au logement	14	15	4 765	4 765	4 590
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	30	34	224	411	506
Politique de la ville	0	65	427	413	420
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>15 719</b>	<b>15 885</b>	<b>42 886</b>	<b>46 148</b>	<b>53 297</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	15 832	15 832	42 498	42 498	44 545
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	7	7	3
Epargne	-113	54	382	382	511
Majoration de rentes	0	0	0	0	98
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	3 262	6 523
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	1 617
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 343</b>	<b>5 372</b>	<b>54 284</b>	<b>53 970</b>	<b>53 102</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 623	1 617	16 084	16 077	15 744
Enseignement scolaire public du second degré	2 490	2 481	25 285	25 273	25 043
Vie de l'élève	372	448	3 894	3 765	3 548
Enseignement privé du premier et du second degrés	551	551	6 019	6 006	5 985
Soutien de la politique de l'éducation nationale	212	196	1 903	1 774	1 726
Internats de la réussite (1)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	96	79	1 098	1 075	1 057
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>923</b>	<b>910</b>	<b>9 394</b>	<b>9 269</b>	<b>9 437</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	681	664	6 899	6 831	6 985
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	15	17	141	132	141
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	77	82	732	738	714
Facilitation et sécurisation des échanges	125	119	1 376	1 319	1 344
Entretien des bâtiments de l'Etat	14	16	107	107	109
Fonction publique	11	11	139	142	144
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>39</b>	<b>83</b>	<b>541</b>	<b>487</b>	<b>488</b>
Immigration et asile	32	76	506	456	442
Intégration et accès à la nationalité française	7	7	35	31	46
<b>JUSTICE</b>	<b>590</b>	<b>659</b>	<b>5 801</b>	<b>6 216</b>	<b>6 253</b>
Justice judiciaire	242	243	2 377	2 506	2 505
Administration pénitentiaire	211	255	2 215	2 558	2 535
Protection judiciaire de la jeunesse	54	67	645	618	625
Accès au droit et à la justice	58	56	299	296	339
Conduite et pilotage de la politique de la justice	25	38	262	236	246
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>49</b>	<b>42</b>	<b>673</b>	<b>606</b>	<b>703</b>
Presse	43	36	189	190	205
Livre et industries culturelles	2	2	228	180	175
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	5	5	116	96	186
Action audiovisuelle extérieure	0	0	140	140	136



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2014		Cumul à fin octobre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>82</b>	<b>78</b>	<b>1 732</b>	<b>1 587</b>	<b>1 805</b>
Emploi outre-mer	18	21	1 268	1 055	1 288
Conditions de vie outre-mer	64	57	464	532	517
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>23</b>	<b>33</b>	<b>163</b>	<b>224</b>	<b>217</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	16	23	140	189	190
Interventions territoriales de l'Etat	7	10	23	34	27
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>990</b>	<b>990</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	0	0	102	102	103
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>1 629</b>	<b>2 309</b>	<b>27 086</b>	<b>25 569</b>	<b>22 693</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	1 487	1 479	12 044	12 077	12 412
Vie étudiante	33	271	2 281	2 012	1 871
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4	158	4 801	3 832	3 740
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	83	1 261	1 031	1 063
Recherche spatiale	0	0	1 346	1 208	1 206
Ecosystèmes d'excellence (1)	0	50	3 200	3 200	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables (3)	30	26	891	965	1 312
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (1)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	53	219	830	862	575
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	61	61	176
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	102	56	76
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	23	269	265	259
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>130</b>	<b>315</b>	<b>6 306</b>	<b>6 218</b>	<b>5 960</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	71	55	3 993	3 974	3 873
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	757	688	658
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	59	192	1 557	1 557	1 429
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>77</b>	<b>115</b>	<b>2 265</b>	<b>2 309</b>	<b>2 295</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	55	82	531	532	547
Concours financiers aux départements	1	4	428	427	441
Concours financiers aux régions	0	0	919	919	867
Concours spécifiques et administration	22	29	387	432	439
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>11 354</b>	<b>11 358</b>	<b>83 524</b>	<b>83 508</b>	<b>74 818</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 846	6 850	72 948	72 931	63 976
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	4 508	4 508	10 576	10 576	10 842
<b>SANTE</b>	<b>11</b>	<b>32</b>	<b>1 101</b>	<b>988</b>	<b>1 072</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	32	541	532	523
Protection maladie	0	0	560	456	548
<b>SECURITES (3)</b>	<b>1 593</b>	<b>1 533</b>	<b>14 893</b>	<b>14 771</b>	<b>14 820</b>
Police nationale	840	799	7 789	7 712	7 731
Gendarmerie nationale	689	667	6 691	6 651	6 677
Sécurité et éducation routières	12	11	97	91	92
Sécurité civile (3)(4)	51	55	316	318	319



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2014		Cumul à fin octobre 2013 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE (2)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Intervention des services opérationnels (3)(4)	0	0	0	0	0
Coordination des moyens de secours (2)	0	0	0	0	0
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>90</b>	<b>463</b>	<b>12 373</b>	<b>11 945</b>	<b>12 161</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	3	5	103	37	375
Actions en faveur des familles vulnérables	13	22	228	197	196
Handicap et dépendance	1	242	10 625	10 369	10 255
Egalité entre les femmes et les hommes	1	1	20	19	18
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	72	193	1 398	1 323	1 318
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>6</b>	<b>25</b>	<b>395</b>	<b>391</b>	<b>439</b>
Sport	3	21	217	228	235
Jeunesse et vie associative	4	4	179	163	205
Projets innovants en faveur de la jeunesse (1)	0	0	0	0	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>775</b>	<b>799</b>	<b>10 167</b>	<b>8 671</b>	<b>8 777</b>
Accès et retour à l'emploi	659	680	7 086	6 066	4 735
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	53	53	2 416	1 963	3 348
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	58	42	58
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	62	65	607	601	635
Formation et mutations économiques (1)	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>43 512</b>	<b>45 904</b>	<b>339 234</b>	<b>339 031</b>	<b>334 847</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>32 158</b>	<b>34 546</b>	<b>255 710</b>	<b>255 523</b>	<b>260 029</b>

(1) programme créé en 2014

(2) programme ou mission supprimé en 2014

(3) changement de libellé en 2014

(4) programme ayant changé de mission en 2014



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>5 337</b>	<b>67 518</b>	<b>62 940</b>	<b>62 940</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>394</b>	<b>3 188</b>	<b>3 350</b>	<b>3 350</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>722</b>	<b>43 178</b>	<b>47 643</b>	<b>47 643</b>
Impôt sur les sociétés	712	42 288	46 613	46 613
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	11	890	1 030	1 030
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>485</b>	<b>12 387</b>	<b>13 023</b>	<b>13 023</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	46	547	488	488
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	143	3 265	4 028	4 028
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	27	89	150	150
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	3	1	1
Impôt de solidarité sur la fortune	224	4 908	4 144	4 144
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	34	34	34
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	74	100	100
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	116	57	57
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	16	21	21
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	27	22	22
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	65	61	61
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	6	9	9
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	4	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	70	85	85
Recettes diverses	25	3 163	3 817	3 817
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 225</b>	<b>10 898</b>	<b>11 268</b>	<b>11 266</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>17 001</b>	<b>156 780</b>	<b>154 104</b>	<b>154 069</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 650</b>	<b>15 458</b>	<b>14 887</b>	<b>14 883</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	38	307	420	420
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	126	125	125
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	8	12	12
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	161	1 176	921	921



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	834	7 241	7 002	7 002
Contribution de sécurité immobilière	47	463	451	451
Autres conventions et actes civils	38	420	382	382
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	301	286	286
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès (1)	11	102	100	100
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	147	117	117
Timbre unique	17	175	172	172
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	6	253	298	298
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	31	32	32
Taxe générale sur les activités polluantes	10	179	277	277
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	24	24	24
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	3	130	132	132
Autres droits et recettes à différents titres	0	4	9	9
Taxe sur les achats de viande	0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	45	46	46
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	42	42	42
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	27	27
Taxe de l'aviation civile	0	103	79	79
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	29	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	220	1 666	1 531	1 531
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	65	590	612	612
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	31	363	308	308
Prélèvements sur les paris sportifs	15	138	106	106
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	7	50	52	48
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	7	74	74
Taxe sur les transactions financières	57	620	511	511
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	4	4
Autres taxes	8	107	120	120
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>26 815</b>	<b>309 407</b>	<b>307 216</b>	<b>307 174</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>15 457</b>	<b>225 899</b>	<b>232 398</b>	<b>232 356</b>

(1) changement de libellé en 2014



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>408</b>	<b>3 726</b>	<b>4 448</b>	<b>4 448</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	576	1 550	1 550
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	120	510	510
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	408	3 030	2 388	2 388
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>220</b>	<b>1 654</b>	<b>1 370</b>	<b>1 370</b>
Revenus du domaine public non militaire	10	179	196	196
Autres revenus du domaine public	4	198	94	94
Revenus du domaine privé	4	37	38	38
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	83	282	68	68
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	105	909	910	910
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	13	36	51	51
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	13	13	13
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>99</b>	<b>840</b>	<b>858</b>	<b>858</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	43	337	327	327
Autres frais d'assiette et de recouvrement	54	426	412	412
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	56	64	64
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	12	45	45
Autres recettes diverses	1	8	9	9
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>57</b>	<b>313</b>	<b>347</b>	<b>347</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	19	120	180	180
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	24	25	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	10	16	19	19
Intérêts des autres prêts et avances	0	32	28	28
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	99	94	94
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	8	8
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	8	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	13	11	11





	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>58</b>	<b>532</b>	<b>552</b>	<b>552</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	7	104	270	270
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	45	10	10
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	2	9	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	46	354	252	252
Frais de poursuite	1	10	9	9
Frais de justice et d'instance	1	8	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	2	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>74</b>	<b>1 942</b>	<b>1 495</b>	<b>1 495</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	733	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	10	99	271	271
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	17	148	128	128
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	9	9
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	41	41
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	82	74	74
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	7	7	7
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	4	4
Récupération d'indus	3	42	29	29
Recouvrements après admission en non-valeur	15	138	149	149
Divers versements de l'Union européenne	0	23	39	39
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	18	14	14
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	17	26	26
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	3	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	9	194	218	218
Produits divers	2	145	34	34
Autres produits divers	12	272	444	444
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>915</b>	<b>9 007</b>	<b>9 069</b>	<b>9 069</b>



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2014	2013 retraité	2013 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-4 495</b>	<b>-45 226</b>	<b>-45 942</b>	<b>-45 942</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 960	-34 191	-35 151	-35 151
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-12	-11	-11
<b>Dotations</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-26	-26	-14	-14
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 015	-4 222	-3 904	-3 904
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-85	-1 644	-1 687	-1 687
<b>Dotations</b> élu local	0	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-39	-36	-36
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotations</b> départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
<b>Dotations</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-2	-2	-2
<b>Dotations</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	-3	-68	-68
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-2 770	-2 835	-2 835
<b>Dotations</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-47	-689	-725	-725
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-62	-212	-124	-124
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-15	-266	-319	-319
<b>Dotations</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotations</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-1	-2	-2
<b>Dotations</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	-5	-5
<b>Dotations</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotations</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte (2)	-7	-69	0	0
<b>Dotations</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (2)	0	-22	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-846</b>	<b>-17 123</b>	<b>-19 675</b>	<b>-19 675</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 341</b>	<b>-62 349</b>	<b>-65 617</b>	<b>-65 618</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds de concours ordinaires et spéciaux</b>	477	2 520	2 728	2 728
<b>Fonds de concours - coopération internationale</b>	18	186	291	291
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>494</b>	<b>2 706</b>	<b>3 018</b>	<b>3 018</b>

(1) changement de libellé en 2014  
(2) ligne créée en 2014



unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté	2014	2013 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>6 652</b>	<b>4 687</b>	<b>53 727</b>	<b>59 019</b>	<b>55 481</b>	<b>61 700</b>	<b>1 754</b>	<b>2 682</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	27	24	172	214	283	229	110	16
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	47	85	781	737	1 153	1 217	372	479
Développement agricole et rural	15	2	115	97	112	115	-4	19
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	4	32	206	255	314	310	107	55
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	13	2	219	273	684	673	465	399
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	51	13	250	435	417	327	167	-109
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-1	932	16	0	17	-932
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	501	599	399	1 006	-102	407
Participations financières de l'Etat	1 500	3	5 172	9 469	4 988	9 958	-184	489
Pensions	4 995	4 527	46 287	45 717	47 096	47 541	809	1 824
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	24	290	19	325	-5	35
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>12 803</b>	<b>33 832</b>	<b>95 467</b>	<b>89 260</b>	<b>89 047</b>	<b>81 680</b>	<b>-6 420</b>	<b>-7 580</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3 242	41	3 357	3 123	84	88	-3 272	-3 035
Avances à l'audiovisuel public	296	199	2 959	2 873	1 571	1 491	-1 388	-1 382
Avances aux collectivités territoriales	7 732	32 362	77 850	75 251	76 507	72 050	-1 343	-3 201
Avances aux organismes de sécurité sociale	1 198	1 122	10 496	7 571	10 436	7 602	-60	31
Prêts à des Etats étrangers	34	106	393	418	434	448	41	29
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	302	0	412	23	15	1	-397	-22
<b>Comptes de commerce</b>	<b>16 509</b>	<b>16 251</b>	<b>47 211</b>	<b>49 610</b>	<b>47 348</b>	<b>49 502</b>	<b>137</b>	<b>-108</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	39	10	546	662	621	734	75	73
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	11	131	135	127	130	-4	-6
Couverture des risques financiers de l'Etat	4	4	1 417	1 721	1 417	1 721	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	124	40	498	367	519	449	21	82
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 321	16 170	44 569	46 531	44 583	46 410	14	-121
Gestion des actifs carbonés de l'Etat (1)	0	0	0	129	0	0	0	-129
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	8	2	8	8	0	6	-8
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	6	31	38	57	58	26	20
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	2	16	19	16	0	0	-19
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	1	0	0	-1	-1
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>166</b>	<b>169</b>	<b>2 172</b>	<b>1 601</b>	<b>2 056</b>	<b>1 493</b>	<b>-116</b>	<b>-108</b>
Emission des monnaies métalliques	14	14	123	165	201	206	78	41
Opérations avec le Fonds Monétaire International	152	152	2 042	1 420	1 848	1 277	-194	-144
Pertes et bénéfices de change	0	3	7	16	7	10	1	-5
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>36 130</b>	<b>54 939</b>	<b>198 577</b>	<b>199 491</b>	<b>193 932</b>	<b>194 376</b>	<b>-4 644</b>	<b>-5 115</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>35 979</b>	<b>54 787</b>	<b>196 534</b>	<b>198 071</b>	<b>192 084</b>	<b>193 099</b>	<b>-4 450</b>	<b>-4 971</b>

(1) mission supprimée en 2014



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2014
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	465	166	631
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-97	-86
	La Poste	1	1	2
	Autres organismes à caractère financier	223	95	318
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>701</b>	<b>164</b>	<b>865</b>
	Régions	1 204	-733	471
	Départements	4 702	-1 664	3 038
	<b>CEPL</b>			
	Communes	18 791	-1 329	17 462
	HLM	372	33	405
	Autres CEPL	19 355	-653	18 702
	<b>Total CEPL</b>	<b>44 424</b>	<b>-4 346</b>	<b>40 078</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 475</b>	<b>-357</b>	<b>4 118</b>
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 308	2 586	11 895
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 355	1 521	3 876
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 420	1 980	4 400
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	803	-24	779
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>14 886</b>	<b>6 063</b>	<b>20 949</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>11 953</b>	<b>-1 738</b>	<b>10 214</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>166</b>	<b>1 245</b>	<b>1 411</b>	
Fonds et Fondations	69	-10	59	
GIP	433	195	628	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
EPL	1 802	496	2 298	
Autres correspondants	12 122	-388	11 735	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	74	-74	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 500</b>	<b>219</b>	<b>14 719</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>91 103</b>	<b>1 251</b>	<b>92 354</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>781</b>	<b>-297</b>	<b>485</b>
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>3 482</b>	<b>-3 421</b>	<b>61</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>2</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>4 265</b>	<b>-3 720</b>	<b>545</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>95 368</b>	<b>-2 469</b>	<b>92 900</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		1	-1	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>2</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>95 367</b>	<b>-2 467</b>	<b>92 899</b>



	Solde au 31/12/2013	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2014
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 457 220</b>	<b>61 484</b>	<b>1 518 704</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 066 941	112 979	1 179 919
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	905 045	99 964	1 005 009
- <i>taux variable</i>	142 776	13 038	155 814
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	216 436	-64 389	152 047
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	204 641	-65 210	139 431
- <i>taux variable</i>	11 284	786	12 070
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	173 843	12 894	186 737
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Dettes exigibles	0	0	0
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	0	0	0
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 084</b>	<b>-196</b>	<b>4 888</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 462 304</b>	<b>61 288</b>	<b>1 523 592</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2013 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2013 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2014.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.